

L'Europe entre renouveau et déclin¹

par Jacques Delors²,
Associé de la Classe

Plus de trois ans après le début de la crise de la dette publique dans la zone euro, l'air du temps n'est pas bon pour l'Europe et les Européens. Certains se posent même la question : le projet européen survivra-t-il ? Si oui, sous quelle forme ? On ne manque pas de réflexions sur ce sujet. L'historien José Enrique Ruiz-Domènec pose la question suivante : l'Europe sera-t-elle un musée qui gère ses anciennes gloires ou, au contraire, un laboratoire capable de se tenir à l'avant-garde de la modernisation dans les domaines de la science, de la technologie et de la santé ?

L'Europe est en effet aujourd'hui à la croisée des chemins. Depuis 1950, date de mon engagement militant pour l'Europe, j'ai toujours défendu l'idée que l'Europe devait choisir entre la survie et le déclin. On m'a alors fait remarquer que la « survie » n'était pas un objectif très stimulant. C'est pourquoi j'ai décidé de le modifier et de vous proposer aujourd'hui le titre suivant : **l'Europe entre le renouveau** – que nous espérons tous – **et le déclin**.

Je voudrais commencer cet exposé en vous invitant à **recourir à la mémoire longue**. Car il n'y a pas d'avenir pensable et pensé sans retour à l'histoire et à ses enseignements. Le triomphe de l'instantané dans les médias fait qu'il est très difficile aujourd'hui, pour ceux qui nous gouvernent – et dont j'apprécie la difficulté de la tâche – de porter des projets d'avenir. La mémoire longue du passé, la pensée longue pour la suite est mise en aparté, comme si le destin d'une société ne se jouait pas sur le temps. Puis, je voudrais vous proposer deux thèmes liés pour notre réflexion sur l'avenir. D'une part, la question de **la finalité de la Grande Europe**, celle des Vingt-Sept (et à partir du 1^{er} juillet l'Europe des Vingt-Huit, avec l'adhésion de la Croatie). Cette Grande Europe est en quelque sorte occultée par la crise et cela conduit, dans les pays non membres de la zone euro, à des frustrations bien compréhensibles. D'autre part, je souhaiterais aborder le thème de **la consolidation de l'Union économique et monétaire (UEM)**. Les pompiers n'ont pas terminé leur travail pour sortir de la crise et éteindre le feu, mais les architectes doivent dès maintenant renforcer la maison et la consolider.

1. Recourir à la mémoire longue

Pour vous parler de la mémoire longue, j'allais tomber dans la facilité et vous dire que dans le fond, l'histoire de l'Europe depuis Robert Schuman s'explique par la volonté, le hasard et la nécessité. En réalité, l'Europe s'est jouée au croisement de la volonté, de la nécessité et de la contrainte extérieure. Je prendrai quelques exemples pour vous montrer aussi quel chemin nous avons parcouru, et quel chemin, parfois chanceux, est le nôtre.

¹ Le texte a aussi été publié dans la Tribune du 24 juin 2013 de Notre Europe – Institut Jacques Delors (www.notre-europe.eu).

² Président fondateur de Notre Europe – Institut Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne, ancien Ministre de l'économie et des finances en France.

Le 9 mai 1950 marque l'appel de Robert Schuman. C'est à la fois la volonté et l'élan spirituel. Je ne connais pas, en parlant d'une manière laïque et non chrétienne, un discours qui a eu autant de profondeur spirituelle que cet appel. Le pardon et la promesse, comme a dit Hannah Arendt. Le pardon, ce n'est pas l'oubli, et la promesse, c'est que les adversaires d'hier et leurs enfants seront réintégrés dans la communauté humaine, ce qui s'est fait. Ce fut un choc pour les consciences et les mémoires, ainsi qu'une phase de tentative où l'on retrouve tous les thèmes contemporains : le volontarisme institutionnel, l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) mais aussi l'échec d'un projet d'Europe politique. En revanche, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), entreprise beaucoup plus pratique, concrète et limitée, sera un succès. Les visionnaires et les bâtisseurs étaient à l'œuvre.

En 1957 est signé le traité de Rome. Mais quelle laborieuse tâche de mettre d'accord ces pays qui voyaient la confrontation de leurs intérêts ! On se demandait à l'époque si on y arriverait. On a alors procédé à une confrontation institutionnelle avec la CECA, puisqu'elle constituait un bon exemple. Le ministre des Affaires étrangères français, M. Pineau, a eu une réflexion qui m'a intrigué au début. Vous savez qu'au moment où l'on négociait le traité de Rome, la France et l'Angleterre s'étaient lancées dans cette invasion de Suez qui a échoué, car le monde entier était contre eux. Le ministre des Affaires étrangères a alors senti que la partie était jouée, qu'il fallait faire ce traité. À nouveau, la contrainte extérieure avait joué son rôle.

J'en viens maintenant à la création du Système monétaire européen, symbole d'une volonté qui a surmonté les désaccords de fait entre la France et l'Allemagne. Il ne faut jamais oublier cela : il y avait autant de discordances à l'époque entre l'Allemagne et la France qu'aujourd'hui. Or, M. Giscard d'Estaing et M. Schmidt les ont surmontées. Ils ont mis de côté leurs désaccords pour soutenir un projet lié aux changes flottants et à l'incertitude sur l'avenir des monnaies, et établir les préalables de la convergence des économies. On peut dire que, sans le Système monétaire européen, il n'y aurait jamais eu d'euro.

Ensuite, la volonté a continué à jouer son rôle avec l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Puis, après plusieurs années de contentieux, c'est la relance avec l'Objectif 92, le Marché unique et l'Acte unique européen. Ce qui a convaincu les gouvernements, ce n'est pas tant la volonté que la nécessité. L'Europe connaissait une mauvaise période économique, le chômage augmentait et si l'on faisait un Marché unique, cela stimulerait peut-être nos économies.

Enfin, il y a eu la chute du Mur de Berlin. Si elle a tant effrayé au début certains des chefs d'État et de gouvernement, elle a néanmoins été la voie ouverte aux élargissements. Quelles qu'en soient les difficultés et les craintes, l'élargissement est bien, dès le début, un projet de l'Europe. On ne pouvait pas se limiter à six membres ou plus. Avec la chute du Mur de Berlin, c'est le renouveau de la priorité accordée au politique. Rappelez-vous qu'au moment où l'on a négocié le traité de Maastricht, il y avait la tragédie yougoslave, et sur cette question, les Français et les Allemands étaient opposés. Opposés par leur tradition, leur caractère, et je dirais presque par leurs épidermes, ils ont mis de nouveau leurs désaccords de côté pour donner la priorité au traité de Maastricht.

Vous voyez ainsi comment se combinent toujours volonté, nécessité et choc extérieur. Bien sûr, après le traité de Maastricht, on est revenu aux brèves constitutionnelles. Ça a été la période de la Constitution de Valéry Giscard d'Estaing. Cette dernière est le fruit de la volonté, mais aussi d'une illusion constitutionnelle que l'on retrouve aujourd'hui, y compris chez le brillant Habermas et son patriotisme constitutionnel. Il y a même un constitutionnaliste français, Dominique Rousseau, qui a écrit : « La crise actuelle de l'Europe

est une crise politique, une crise par défaut de Constitution ». Personnellement, je n'ai jamais cru qu'avoir une Constitution nous permettrait de résoudre, comme par miracle, les problèmes que posent la coexistence et la recherche de buts communs et d'une satisfaction commune entre des pays membres de l'Europe.

Arrive la crise financière que vous connaissez et dont je persiste à penser qu'elle est issue d'un défaut de volonté. En effet, on a sous-estimé le saut que représentait une monnaie unique : elle n'est pas simplement là pour compléter le Marché unique mais se trouve dans la poche de chaque citoyen et constitue un instrument de prestige. C'est aussi un élément de conflit entre les pays sur les marchés des changes. On a sous-estimé l'impact politique et psychologique de la monnaie unique. Peut-être l'a-t-on fait à cause de la crise de la chute du Mur de Berlin et ce qui s'en est suivi ? Mais il n'empêche que le saut politique d'une monnaie unique a été sous-estimé.

J'aborderai maintenant le défaut du système mis en place en 1997-99. Permettez-moi de citer le rapport sur l'UEM, élaboré par le comité que je présidais à l'époque. Dernièrement, la chancelière Merkel a indiqué à ce sujet qu'elle l'avait enfin eu entre les mains et que s'il avait été appliqué, l'UEM n'en serait pas là où elle en est aujourd'hui. Ainsi, dès le départ, le défaut de conception du système était le suivant : il disposait d'une jambe monétaire bien conçue, mais souffrait déjà de l'insuffisance, voire de l'inexistence de sa jambe économique. C'est ce qui explique aujourd'hui ce déséquilibre entre l'économique, le social et le monétaire. C'est par ailleurs ce qui illustre en partie nos difficultés actuelles et la fragilité de la zone euro face à la crise financière internationale. Enfin, c'est la raison pour laquelle j'ai parlé pendant cette crise de « l'euro au bord du gouffre ». Comment se fait-il que pendant ces dix premières années de la monnaie unique, assez brillantes avec près de 10 millions d'emplois créés dans la zone euro, les dirigeants européens ne se soient pas aperçus, qu'à l'abri de l'euro, certains pays faisaient de grosses bêtises ? Comment se fait-il que ni l'Eurogroupe, ni la Banque centrale européenne, ne s'en soient aperçus ? À cause de ce défaut de conception de l'UEM, je pense que les États de la zone euro partagent une responsabilité morale vis-à-vis des pays qui ont fait des bêtises et qui doivent aujourd'hui les réparer.

Pour terminer cette partie, je dirais que la nécessité invite à réfléchir et avancer, que la volonté est toujours vitale, bien que pas toujours bien située, et que la contrainte extérieure incite à bouger. Dans plusieurs de nos pays, on a le sentiment que la contrainte extérieure n'a pas été mesurée à sa réalité. C'est pour cela que, tout en ayant choisi le « renouveau ou le déclin », je continue à penser que l'Europe joue une partie de sa survie dans les années qui viennent.

À partir de là, il me semble que nous avons pour l'avenir deux projets utiles : premièrement, « positiver » la Grande Europe, lui redonner les raisons de vivre et, deuxièmement, essayer de trouver une Constitution solide pour la zone euro.

2. « Positiver » la Grande Europe

Où en est la Grande Europe ? La crise de l'euro a occulté en grande partie les promesses européennes. En effet, nous ne progressons guère en matière de politique extérieure ou de défense. Notons également que l'intégration de nouveaux pays dans l'UE est plus difficile en période de stagnation économique, même si, aujourd'hui, l'Europe a encore connu un succès en mettant d'accord la Serbie et le Kosovo dans l'espoir, pour ces deux pays, d'adhérer à l'Europe. Cela confirme qu'il existe toujours un pôle d'attraction de l'Europe, même dans les périodes difficiles.

Il nous reste un patrimoine, un trésor fondé sur une certaine conception de l'homme, des rapports entre l'individu et la société, qui est vraiment fondamental et qui fait l'Europe. Ces valeurs, nous devons les sauver car elles peuvent être utiles au monde. Il fut un temps, quand la construction européenne allait bien, où les responsables d'organisations internationales et autres pensaient que le schéma de l'Europe pourrait s'appliquer demain à l'ensemble du monde, par une sorte de règle de contrat de mariage, de règle en commun, et par la supériorité du droit. Tout cela a existé, et a même amené certains pays comme ceux d'Amérique du Sud à fonder le Mercosur.

Utilisons-nous suffisamment ce capital, notamment pour inspirer nos relations avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud ou centrale ? Je vous ai cité l'exemple de la Serbie et du Kosovo, parce que j'y ai vu un facteur d'encouragement. Sans compter les relations à définir en commun avec la Russie, les États-Unis et le Brésil. Si, par exemple, j'ai proposé une Communauté européenne de l'énergie, c'est parce que je suis désolé de voir chaque chef d'État et de gouvernement aller voir M. Poutine et essayer de trouver un accord plus favorable que les autres. Que doit penser M. Poutine de l'Europe ?

Nous ne pouvons apporter au monde des idées de coopération qu'avec mesure et retenue. C'est cette croyance dans le fait que l'Europe unie peut encore apporter quelque chose au monde qui nous permet de dépasser les difficultés d'aujourd'hui et nous transcende. Et alors qu'on réfléchit sur une nouvelle organisation mondiale, actualisons le projet européen dans ce sens.

Les principes fondamentaux de la Charte des droits de l'homme sont rappelés dans de nombreux domaines européens. On observe ainsi la primauté du droit sur les rapports de force les plus élémentaires, y compris sur les règles du marché. Il existe un jeu institutionnel, non productif bien entendu au sein de l'ONU, qui peut cependant, s'il est amélioré, permettre de trouver des compromis dynamiques et non s'enliser dans l'hypocrisie, hélas souvent inhérente aux rapports démocratiques. Je suis donc persuadé que l'UE peut offrir, sur ces bases, et pas seulement sur le terrain économique et commercial, des accords qui stimulent et consolident la reconnaissance mutuelle entre les peuples et qui montrent que les stratégies fondées sur la provocation et la guerre ne sont pas les meilleures.

En d'autres termes, il faut donner de nouvelles frontières à cette Grande Europe, mais aussi trouver un nouveau modèle de développement qui respecte les fondamentaux de la vie et qui tienne compte de l'homme, de la personne, face aux facteurs de déséquilibre et de guerre.

Nous ne sommes pas assez ambitieux dans ce domaine alors que nous avons placé l'environnement au premier rang de nos perspectives. L'environnement ne constitue pas seulement la protection de la nature.

C'est aussi la création d'un modèle de vivre ensemble, d'un modèle de développement plus économe des ressources de la nature et plus respectueux des temps et des rythmes de l'homme. C'est ce modèle que l'Europe devrait mettre en valeur et non simplement la défense de l'environnement. Je suis sûr que ce nouveau modèle créerait davantage d'emplois, et si l'on adopte une nouvelle manière de compter, davantage de croissance.

Et puis, il y a beaucoup à retirer du triptyque de l'Acte unique européen : la compétition, la coopération et la solidarité. Cette compétition qui stimule, il ne s'agit pas de l'évacuer. Beaucoup de gens voudraient aujourd'hui l'évacuer en demandant trop à l'Allemagne. Il y a la solidarité, manifestée notamment par la politique de cohésion économique et sociale ainsi que, même si cela est arrivé très tard, par les nouveaux mécanismes d'assistance financière

adoptés au sein de l'UEM. Je continue à penser que le maillon faible de la construction européenne est la coopération, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'environnement et bien d'autres. Si l'on ne veut pas de la coopération, alors il faut passer à un stade supérieur d'intégration et accepter de partager davantage de domaines de souveraineté au niveau européen. On ne gouverne que par la politique ou par les règles.

La gestion de l'UEM montre qu'un gouvernement par les règles ne suffit pas, il faut aussi la politique. J'ai toujours insisté sur la coopération, parce que je savais que les pays membres de l'UE étaient plus ou moins enclins à l'idée de transférer de nouvelles souverainetés ou de nouveaux pouvoirs aux échelons européens. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours pensé que la coopération était importante. Elle a pourtant été quasiment absente de la gestion de l'UEM.

J'en viens donc maintenant à l'UEM, après ce credo en faveur de l'UE, de la place de l'Europe, de son modèle dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Quel dynamisme pour l'UEM ?

3. Consolider l'Union économique et monétaire

Partons des défauts du système. Premièrement, au niveau politique, on sous-estime ce que représente une monnaie unique. C'est pourtant le symbole de la puissance, le reflet d'une condition de vie, l'instrument indispensable pour une gestion de politique économique, comme le montre actuellement la stratégie empruntée par le Japon. Deuxièmement, il y a eu un refus de coordonner les politiques économiques nationales pour se concentrer uniquement sur le pacte de stabilité. Dans ce pacte, on trouve à la fois la contrainte du jugement des pairs et le poids des sanctions, ce qui est utile mais pas suffisant.

Nous sommes actuellement sous le régime du poids des sanctions. J'ai peur que les peuples se disent que dans le fond, l'UE c'est le Père Fouettard, qui est là pour nous sanctionner, nous donner des amendes, nous contraindre. Mais où est l'espoir ? Où est la contrepartie ? Plus de croissance, plus de développement nouveau, plus d'emploi, notamment pour les plus jeunes.

Puisque je suis Français, je vous dirai qu'actuellement, beaucoup de Français se plaignent des contraintes de l'UEM, des pouvoirs d'exécutions donnés à la Commission. Mais les Français acceptent-ils de nouveaux transferts de souveraineté ? Accepteraient-ils l'idée qu'au niveau européen, on partage davantage de souveraineté et que l'on prenne des décisions qui relèvent de la politique et de l'intérêt général ? Il m'a semblé qu'il y a quelques mois, M^{me} Merkel, salie par les uns et les autres, pensait à cette réforme profonde de l'UEM.

Les pompiers sont au travail pour sauver l'UEM, mais le temps est venu des architectes. Une réforme d'une telle ampleur et d'une telle transparence, pour savoir qui fait quoi, est une tâche énorme, tant sur le plan politique que sur le plan technique. Je n'abuserai pas des questions techniques mais vous dirai que l'on n'y arrivera pas en glissant des éléments de stabilité et de travail des pompiers dans le travail des architectes. Ça ne suffira pas. Si l'on reprend à nouveau le triptyque que j'avais proposé pour l'Acte unique européen « compétition, coopération, solidarité », on voit immédiatement qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question de transfert. C'est le problème fondamental de chaque pays, qui doit trouver son propre modèle de développement afin d'apporter sa contribution au développement commun. Par exemple, de façon souvent tragique, l'industrie a diminué dans beaucoup de pays, sauf en Allemagne. En France, elle ne représente plus que 11 % du produit national brut. Or l'industrie stimule la recherche, permet d'inventer. Comment procéder alors ? Est-ce

inélucltable ? Ou peut-on espérer avoir une UEM dans laquelle chaque pays trouverait un équilibre raisonnable entre l'industrie, les services, l'agriculture et les services publics ?

Dans ce contexte, dans le respect intégral des règles de la Grande Europe, l'UEM doit accepter de passer à un statut de coopération renforcée, prévu dans le traité. Cela permettrait à l'UEM de pouvoir agir dans tous les domaines de manière équilibrée. Bien sûr, le respect de la discipline commune est nécessaire, y compris l'union bancaire mais aussi dans le domaine de la concurrence, avec la suppression de toute forme de dumping, qu'il soit fiscal ou social. Pour le fiscal, on a déjà commencé et la tâche est plus facile que pour le social, compte tenu des différences de niveau de vie entre les pays membre de l'UEM.

De nouveaux instruments doivent être créés pour répondre aux vulnérabilités de l'UEM. Je pense en particulier à un fonds de stabilisation macroéconomique et aux eurobonds. Le premier est nécessaire pour lutter contre les divergences cycliques au sein de la zone euro. De leur côté, les eurobonds doivent être un instrument permettant avant tout de financer les investissements d'avenir. Dans un deuxième temps, quand l'UEM aura progressé, ils pourront être un instrument de stabilité financière. Il est important de souligner que l'émission d'eurobonds ne doit pas être un moyen de masquer un glissement des responsabilités sur quelques pays de l'UE, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas.

On ne parviendra pas à reconstruire l'UEM sans appliquer au niveau de la coopération renforcée, c'est-à-dire au niveau des dix-sept membres de la zone euro, le même principe que celui valable pour l'ensemble de l'Europe. Je veux dire par là que l'Espagne, la Grèce, le Portugal et peut-être d'autres, auront besoin demain d'une aide européenne spécifique pour leur permettre de reconstruire les bases de leur développement et d'un équilibre entre les différentes branches d'activité. Par conséquent, il est urgent d'agir et de le faire dans la clarté, tout en soulignant peut-être les transferts de souveraineté que cela exige.

De plus, le problème de l'extension de la responsabilité démocratique subsiste. On demeure dans le flou en ce qui concerne les transferts de souveraineté et la responsabilité démocratique, associée à la question du rôle des parlements nationaux. Ce sont deux points essentiels. En effet, traditionnellement, dans nos démocraties, une des tâches importantes des parlements est le contrôle budgétaire. On ne parviendra pas à donner une assise démocratique suffisante à l'UEM si l'on se contente uniquement du Parlement européen, bien que ce soit déjà très important compte tenu de son rôle. Il faut, d'une manière ou d'une autre, associer les parlements nationaux. Je ne développerai pas ici, dans le détail, les différentes possibilités, mais je suis persuadé que pour ce qui est de la crédibilité de l'Europe, dans le climat actuel, trouver la place des parlements nationaux dans l'UEM permettrait de consolider politiquement le projet européen.

Il reste évidemment la question du modèle à choisir : modèle communautaire ou non communautaire ? Sur ce sujet, l'excellent papier qu'y a consacré récemment le baron Philippe de Schoutheete m'a beaucoup inspiré³. On discerne bien, aujourd'hui, l'importance de l'Eurogroupe et des sommets de la zone euro. C'est une bonne chose que, périodiquement, les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro se réunissent. Cependant, si l'on veut rester dans un système qui fonctionne, il faut que la Commission soit gardienne de l'intérêt européen. Elle ne peut être cantonnée uniquement dans un rôle d'exécution, surtout quand ces pouvoirs d'exécution sont ceux du Père Fouettard, comme c'est le cas actuellement. Il faut absolument que nous trouvions le moyen de redonner son rôle à la Commission : être au

³ Philippe de Schoutheete, « L'impact de la crise de la zone euro sur les institutions de l'Union européenne », Conférence au Collège Belgique de l'Académie royale de Belgique, 7 mars 2013.

service des gouvernements, mais aussi penser tous les jours l'intérêt européen. Elle doit être, de ce point de vue-là, gardienne des valeurs et des promesses du traité. Ce qui veut dire aussi que les commissaires sont responsables et que si cela ne marche pas, ils peuvent démissionner. Je reste toutefois partisan du modèle communautaire, y compris pour l'UEM.

Je voudrais rappeler deux réalités incontournables dans la crise. Tout d'abord, nous avons assisté, dans la gestion de cette crise, à l'indécision des dirigeants européens, à une non-maîtrise de la crise, ce qui m'a amené à parler récemment de « l'euro au bord du gouffre », en guise d'alarme. Il y a deuxièmement les erreurs nationales qui seront inévitablement toujours payées par les peuples. Il est inutile de dire que c'est la faute de l'Europe, c'est une constante de l'histoire. Quand les gouvernements font des bêtises, ceux qui réussissent doivent les réparer. Mais ce n'est pas l'Europe qui peut le faire par une sorte de remède miracle.

Dans le contexte actuel, il y a une double urgence. Elle est tout d'abord sociale : le chômage et son engrenage. N'oublions pas que les chômeurs d'aujourd'hui, en particulier les jeunes, peuvent être perdus pour l'activité économique et sociale, et peuvent plonger dans le désespoir. Le chômage de longue durée commence par un chômage de courte durée. Si l'on parle en termes économiques, il faut donc, d'une manière ou d'une autre, sauver ce capital humain et faire des propositions. Aucune des propositions que pourra faire la Commission ou l'Union européenne ne sera à la hauteur du problème, mais au moins, nous pourrions dire à nos populations que l'Europe s'en soucie, et fait des propositions, même partielles.

La deuxième urgence est politique. L'Europe est devenue le bouc émissaire dans tous les pays. Imaginez-vous quel sera le résultat des prochaines élections du Parlement européen ? Par le niveau de l'abstention d'un côté, et par le vote hostile des anti-Européens, ou des eurosceptiques de l'autre ? Cela va être un moment difficile pour l'Europe, même si je sais que les élections européennes ne passionnent pas beaucoup les médias.

Alors que les éléments de sortie de crise font jour, je voudrais rappeler ce qu'a dit mon regretté ami, Tommaso Padoa-Schioppa, qui était président de notre think tank *Notre Europe* : « Aux États la rigueur, à l'Europe la relance. ». Nous attendons que l'Europe, au-delà du budget qu'elle a adopté, montre quelques signes d'encouragements envers les pays endettés. Sans les exonérer de la rigueur, elle doit les aider à trouver un chemin d'avenir, le sentier d'une nouvelle croissance et d'une nouvelle activité. Cet appel n'a pas été entendu jusqu'à présent et c'est ce qui m'inquiète. À partir de là, il convient de répondre à trois questions.

Première question : quel calendrier raisonnable est-il possible d'établir pour l'assainissement des finances publiques ? Le traité budgétaire prévoit que la mise en œuvre des règles budgétaires doit prendre en compte les circonstances exceptionnelles – ce qui inclut les périodes de récessions – ainsi que la mise en œuvre de réformes structurelles. Le fait que la Commission ait accordé quelques années supplémentaires à certains pays pour réduire leur déficit public sous le seuil de 3 % du PIB ne représente donc pas un non-respect des règles mais leur application intelligente. Cependant, dans le contexte actuel de récession ou de ralentissement de la croissance, ce qui a été fait jusqu'à présent n'est peut-être pas suffisant.

Deuxièmement : quelle stimulation peut venir de l'Union européenne ? Il y a d'abord l'investissement : tout ce qui pourra permettre de le stimuler est non seulement utile mais nécessaire. On peut citer aussi les programmes ciblés et incitatifs : les intentions actuelles de la Commission pour l'emploi des jeunes me paraissent intéressantes. Bien sûr, il faudra les adapter à chaque pays mais elles peuvent stimuler et montrer que l'Europe se soucie de

l'avenir des Européens. Enfin, il faudra développer la coopération en matière d'infrastructures et d'énergie.

Troisième question : quelle politique pour la Banque centrale européenne ? Je voudrais pour ma part dire combien je suis satisfait que la Banque centrale ait pu, par ses mesures de crédit, empêcher le pire, en Grèce, en Espagne et en Italie. Mais jusqu'où iront les mesures de financement ? N'y aura-t-il pas un moment où cet argent accumulé va créer de nouvelles bulles et de nouvelles difficultés pour l'Europe ? La tâche de ceux qui dirigent la Banque centrale n'est vraiment pas facile. Et comment répercuter ces financements accordés sur l'économie réelle ? On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif : les investisseurs ne sont-ils pas là, ou les banques sont-elles trop draconiennes ?

Enfin, je conclurai en soulignant combien la dimension technique de la sortie de la crise est difficile. Nous avons besoin d'une solution satisfaisante à court terme, qui permette de bâtir une architecture solide et cohérente pour l'Union économique et monétaire. Et si la consolidation de l'UEM est indispensable pour le succès de l'Europe, elle n'est pas suffisante. Dans ce contexte, il me paraît essentiel de « repositiver » la Grande Europe, celle à 27, bientôt 28. En posant ainsi les termes du débat sur l'avenir, n'éclaire-t-on pas un peu la grisaille du court terme ? C'est en tout cas ce que j'espère.